



Une situation contrastée au troisième trimestre 2018

Au troisième trimestre 2018, l'emploi salarié poursuit sa progression en Île-de France, à un rythme un peu plus soutenu que dans l'ensemble de la France (+ 0,3 % contre + 0,1 %) et qu'au cours des trimestres précédents. Cette croissance est tirée par le secteur tertiaire marchand hors intérim. Toutefois, le nombre d'inscrits à Pôle emploi augmente davantage qu'au niveau national et au même rythme qu'au trimestre précédent. La situation continue de se dégrader pour les demandeurs d'emploi de longue durée. Dans ce contexte, le taux de chômage retrouve son niveau du premier trimestre 2018 à 8 % de la population active. La démographie des entreprises perd de la vigueur avec une hausse des défaillances et une baisse des créations par rapport au deuxième trimestre, notamment dans les secteurs les plus porteurs tels que les services, le transport et le commerce. Les mises en chantier de logements restent stables sur un an malgré une baisse amorcée en juillet, alors que la construction des locaux d'activité se replie nettement. Enfin, le tourisme francilien tire son épingle du jeu grâce à une fréquentation massive de la clientèle venant de l'étranger.

Joseph Chevrot, Michèle Debosque, Denis Rabadeux, Insee Île-de-France
Benoît Trinquier, Directrice Île-de-France

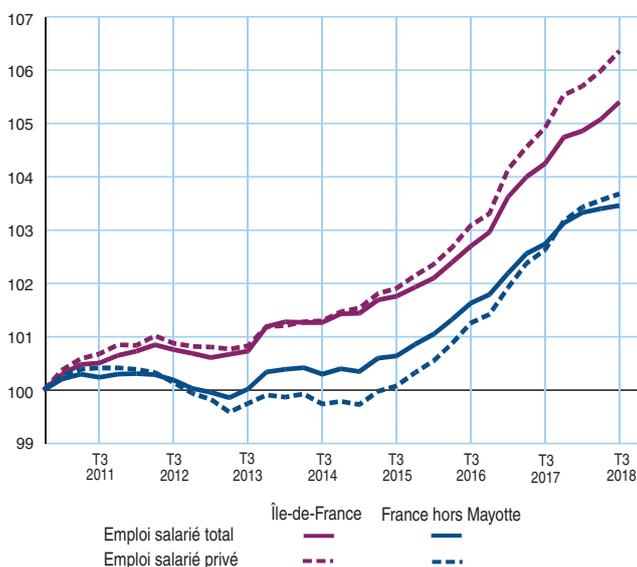
Une création d'emploi qui se poursuit au troisième trimestre

Au troisième trimestre 2018, l'emploi salarié continue de progresser en Île-de-France, avec 17 500 emplois de plus que lors du trimestre précédent (*figure 1*). C'est presque autant que sur l'ensemble du premier semestre (19 000 emplois supplémentaires). L'emploi salariés augmente plus vite dans la région (+ 0,3 %) que dans l'ensemble de la France (+ 0,1 %). C'est également vrai en glissement annuel (+ 64 000 emplois).

Cette croissance est soutenue par le tertiaire marchand hors intérim (15 500 créations nettes, soit + 0,4 % au troisième trimestre) qui bénéficie d'une conjoncture favorable depuis cinq ans (*figure 2*). En particulier, certains sous-secteurs d'activité se révèlent particulièrement dynamiques au troisième trimestre 2018 : l'information et la communication (+ 1,3 %), l'hébergement et la restauration (+ 0,9 %) et les activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (+ 0,7 %). La construction et l'intérim continuent aussi de créer des emplois (respectivement + 0,8 % et + 0,5 %), l'intérim connaissant dix trimestres de hausse consécutifs. En revanche, il n'y a pas de renversement de tendance pour les emplois industriels.

1 Évolution de l'emploi salarié

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010

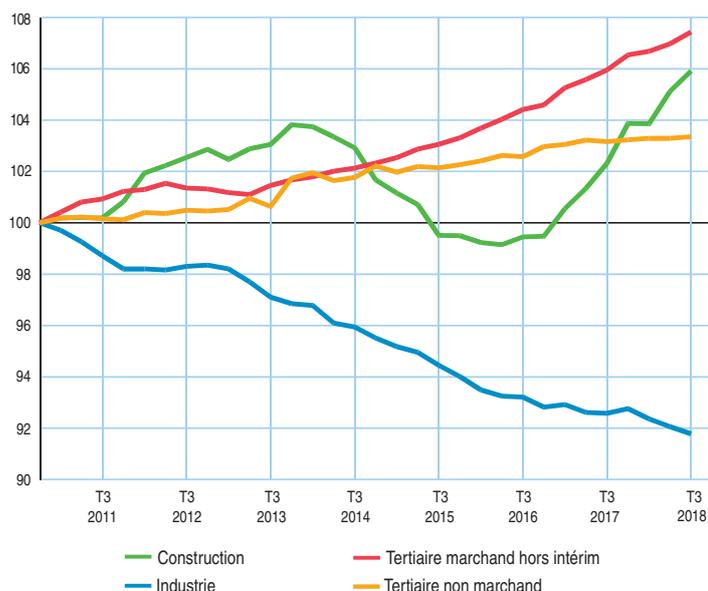


Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Île-de-France

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi salarié augmente plus vite en Seine-Saint-Denis (+ 0,7 %) et à Paris (+ 0,5 %) qu'au niveau régional. En Seine-Saint-Denis, cette progression s'observe dans tous les secteurs, avec notamment + 1,6 % pour la construction et autant pour l'intérim. À Paris, le secteur marchand hors intérim (+ 0,6 %) et l'administration-enseignement-santé-action sociale (+ 0,4 %) tirent l'emploi à la hausse, alors que la construction stagne.

À rebours, l'emploi salarié se replie légèrement en Seine-et-Marne, en Essonne et dans le Val-d'Oise (- 0,1 % chacun). Dans ces trois départements, les emplois du tertiaire non marchand sont en net recul, de 0,3 % à 0,6 %, de même que l'intérim, de 1,2 % à 2,0 %. En Seine-et-Marne et, dans une moindre mesure, dans le Val-d'Oise, les emplois industriels sont en repli (respectivement - 0,5 % et - 0,2 %).

Par rapport au troisième trimestre 2017, les emplois salariés se sont accrus plus rapidement en cœur d'agglomération (Paris et petite couronne) qu'en grande couronne : respectivement + 1,3 % et + 0,8 %. Toutefois, au sein de ces deux grands territoires, les gains d'emplois ne sont pas uniformes. Ainsi, le Val-de-Marne a gagné peu d'emplois salariés en un an (+ 0,3 %). A contrario, sur cette période, l'emploi a progressé en Seine-et-Marne presque aussi fortement qu'en cœur d'agglomération (+ 1,2 %).

Avertissement

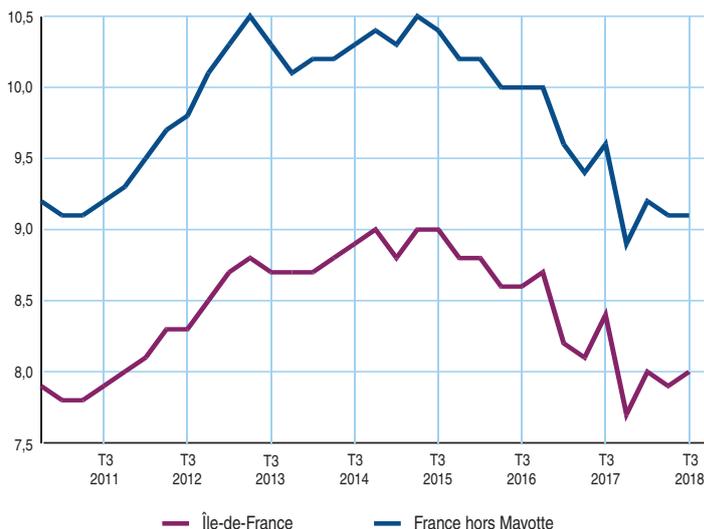
Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écart de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

3 Taux de chômage

En %



Données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Le taux de chômage revient au niveau du premier trimestre

Après une légère baisse de 0,1 point au deuxième trimestre 2018, le taux de chômage francilien retrouve son niveau du premier trimestre pour atteindre 8,0 % de la population active (figure 3). En France hors Mayotte, le taux de chômage est stable ce trimestre mais dépasse de 1,1 point le taux francilien.

À l'échelle des départements, en Seine-Saint-Denis, le taux de chômage continue de se replier (- 0,1 point), mais reste supérieur de trois points et demi à la moyenne régionale. C'est toujours dans l'ouest de la région (Yvelines et Hauts-de-Seine) que le chômage est le plus faible, un point en deçà de la moyenne régionale. En Seine-et-Marne et dans l'Essonne, il est stable. Dans les autres départements, l'évolution du taux de chômage est conforme à la moyenne régionale.

En un an, le taux de chômage a diminué de 0,4 point, ce repli étant exclusivement dû à la baisse du quatrième trimestre 2017 (- 0,7 point). Le reflux est particulièrement élevé en Seine-Saint-Denis (- 0,6 point), plus modéré en Seine-et-Marne, dans les Yvelines, l'Essonne et les Hauts-de-Seine (- 0,3 point). À l'exception de Paris, le chômage recule moins dans les départements où les taux étaient les plus bas au troisième trimestre 2017. La baisse est en revanche plus importante là où le taux était élevé.

La demande d'emploi demeure en hausse

Au troisième trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité (catégorie A) progresse en Île-de-France (+ 0,4 %), à un rythme similaire à celui du trimestre précédent, et très proche de celui constaté en France métropolitaine (+ 0,5 %). En un an, ce nombre est en très légère augmentation dans la région (+ 0,1 %), alors qu'il se replie en France métropolitaine (- 1,2 %). En prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C), la demande d'emploi reste également en hausse dans la région (+ 0,6 % sur le trimestre et + 1,4 % sur un an). La hausse est moins marquée au niveau national (+ 0,4 % sur le trimestre et + 0,6 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée croît fortement dans la région (+ 2,0 % sur le trimestre et + 9,2 % en un an en catégories A, B, C). La part des inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an a progressé de 11 points depuis dix ans, atteignant 46 % de l'ensemble des demandeurs de catégories A, B, C.

4 Créations d'entreprises en Île-de-France

Secteurs d'activité	Total créations d'entreprises			Part des micro-entrepreneurs	Évolution du total des créations d'entreprises	
	2017 T3	2018 T2	2018 T3	2018 T3 (en %)	2018 T3 / 2018 T2 (en %)	2018 T3 / 2017 T3 (en %)
Industrie	958	1 128	1 088	40,6	-3,5	13,6
Construction	2 589	3 476	2 817	25,3	-19,0	8,8
Commerce, transports, hébergement, restauration	11 288	17 398	14 563	49,1	-16,3	29,0
<i>Dont Commerce</i>	<i>4 841</i>	<i>6 158</i>	<i>5 330</i>	<i>33,2</i>	<i>-13,4</i>	<i>10,1</i>
<i>Transports</i>	<i>5 052</i>	<i>9 363</i>	<i>7 651</i>	<i>63,9</i>	<i>-18,3</i>	<i>51,4</i>
<i>Hébergement</i>	<i>70</i>	<i>115</i>	<i>85</i>	<i>31,8</i>	<i>-26,1</i>	<i>21,4</i>
<i>Restauration</i>	<i>1 325</i>	<i>1 762</i>	<i>1 497</i>	<i>31,5</i>	<i>-15,0</i>	<i>13,0</i>
Information et communication	3 142	3 762	3 568	52,9	-5,2	13,6
Activités financières	1 074	1 358	1 264	12,9	-6,9	17,7
Activités immobilières	1 125	1 422	1 425	24,8	0,2	26,7
Activités de services*	11 824	15 420	14 044	66,2	-8,9	18,8
Enseignement, santé, action sociale	4 402	3 623	4 661	67,7	28,7	5,9
Autres activités de services	2 803	3 403	3 305	69,9	-2,9	17,9
Total Île-de-France	39 205	50 990	46 735	54,5	-8,3	19,2
Total France métropolitaine	130 353	165 269	153 265	47,0	-7,3	17,6

* Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév.2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Un ralentissement des créations d'entreprises

Au troisième trimestre 2018, près de 47 000 entreprises sont créées en Île-de-France, en baisse de 8,3 % par rapport au deuxième trimestre, mais en hausse de 19,2 % par rapport au troisième trimestre 2017 (+ 17,6 % au niveau national) (figure 4). La hausse annuelle est en grande partie due aux créations d'entreprises sous le régime de micro-entrepreneur, qui représentent 54,5 % du total des créations d'entreprises en Île-de-France, contre 47,0 % au niveau national.

Au cours du troisième trimestre 2018, les créations d'entreprises sont moins dynamiques dans la quasi-totalité des secteurs d'activité, y compris dans les activités de services, les transports et le commerce, secteurs traditionnellement les plus porteurs.

Les défaillances d'entreprises toujours en hausse

En un an, à la fin septembre 2018, les défaillances d'entreprises augmentent de 2,0 % en Île-de-France alors qu'elles diminuent de 2,7 % au niveau national. Cette croissance concerne la quasi-totalité des secteurs d'activité, en dehors des activités immobilières (- 7,7 %) et de l'information et de la communication (- 4,4 %). La situation est particulièrement défavorable dans le transport (augmentation des défaillances de 18,6 %) et des activités financières (+ 15,4 %).

La construction de logements résiste mieux que celle de locaux d'activité

La construction de 93 600 logements a été autorisée en Île-de-France entre octobre 2017 et septembre 2018. Le nombre de permis de construire délivrés sur douze mois diminue de 6,4 % en un an, à un rythme légèrement plus soutenu qu'en France hors Mayotte (- 5,2 %). Toutefois, cette décline, amorcée en juillet 2018, ne s'amplifie pas.

Par ailleurs, le nombre des mises en chantier de logements s'élève à 81 700 entre octobre 2017 et septembre 2018. Il est en hausse par rapport aux douze mois précédents (+ 3,5 %), comme au niveau national (+ 3,3 %), même s'il ralentit depuis juillet 2018 (figure 5).

Sur la même période, la construction de locaux d'activité est en berne dans la région avec un peu plus de 5 millions de m² de surfaces de plancher autorisés, soit 13,4 % de moins qu'entre octobre 2016 et septembre 2017 (+ 0,5 % au niveau national). En glissement annuel, la surface des locaux dont la construction a débuté dans la région (3,6 millions de m²) diminue de 2,2 % par rapport aux douze mois précédents, alors qu'elle se maintient au niveau national (+ 2,1 %).

Au troisième trimestre 2018, les ventes de logements neufs sont en hausse de 6 % en Île-de-France par rapport au troisième trimestre 2017, alors qu'elles diminuent de 8,9 % en France métropolitaine. Les prix de vente au m² des appartements neufs augmentent toutefois de 1,8 % dans la région par rapport au deuxième trimestre 2018 (+ 2,8 % en évolution annuelle).

5 Évolution du nombre de logements commencés

Indice base 100 en décembre 2010



Données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDeS, Sit@del2.

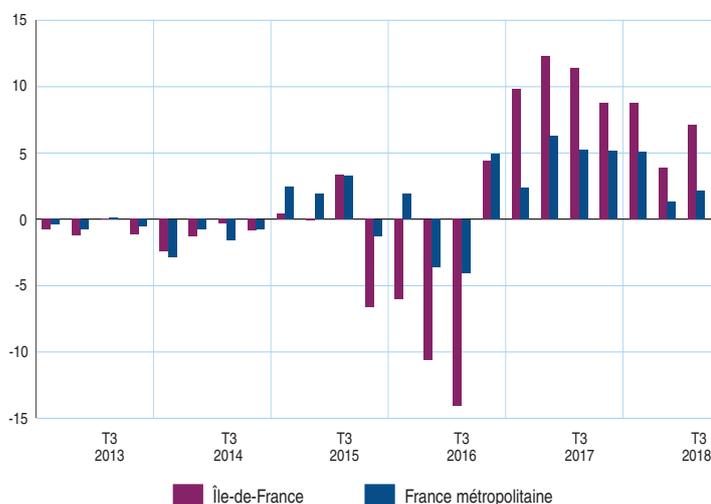
Une fréquentation hôtelière francilienne soutenue par le retour de la clientèle étrangère

Au troisième trimestre 2018, plus de 19,6 millions de nuitées sont enregistrées dans les hôtels franciliens, soit une progression de 7,1 % par rapport au troisième trimestre 2017 (figure 6). La hausse est de moindre ampleur en France (+ 2,2 %). Contrairement au reste de l'année, les nuitées franciliennes pendant l'été représentent moins d'un tiers des nuitées nationales (28,4 %). En Île-de-France, l'augmentation de la fréquentation hôtelière est imputable à la seule clientèle internationale (+ 11,2 %), qui n'a jamais été aussi nombreuse : elle dépasse pour la première fois la clientèle française, stable par rapport à la même période de l'année 2017 (+ 0,3 %).

Les taux d'occupation des hôtels observés d'août à octobre sont supérieurs de plus de trois points à ceux de la même époque l'an dernier, avec notamment un mois de septembre record (85,1 %) (figure 7). L'attrait pour la Ryder Cup, événement sportif international de golf au mois de septembre dans les Yvelines, a probablement contribué à cette performance. En glissement annuel, l'activité touristique francilienne est dynamisée par la clientèle européenne, dont les nuitées sont en hausse de 15,1 %. La clientèle européenne représente presque la moitié de la clientèle étrangère. On observe une fréquentation accrue des clients italiens, allemands et espagnols (respectivement + 45,9 %, + 21,6 % et + 19,4 %). La conjoncture est également favorable pour les touristes en provenance de destinations plus lointaines. On assiste en effet à un retour important des Américains et, dans une moindre mesure, des Japonais (+ 22,3 % et + 13,5 % par rapport au troisième trimestre 2017). ■

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1 (en %)



Données trimestrielles brutes.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

7 Évolution du taux d'occupation des hôtels en Île-de-France

En %



* Fréquentation maximale observée sur la période 2010-2013.

Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

Contexte national

En France, le soutien apporté au pouvoir d'achat des ménages limiterait le ralentissement de l'activité

Au troisième trimestre 2018, l'activité a progressé de 0,3 % en France après deux trimestres de croissance plus modérée (+ 0,2 % par trimestre). La reprise de la consommation des ménages est principalement à l'origine de ce rebond.

Le contexte international, mais également le mouvement des gilets jaunes, pèserait sur la croissance française en fin d'année 2018. L'activité économique ne progresserait que de + 0,2 % au quatrième trimestre avant de se redresser au premier semestre 2019 (+ 0,4 % puis + 0,3 % par trimestre). Les gains de pouvoir d'achat des ménages prévus fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation au premier semestre 2019.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de + 1,0 % à mi-année (après + 1,5 % prévu pour l'ensemble de l'année 2018). L'acquis de croissance du pouvoir d'achat (mesuré au niveau global) serait de + 2,0 % à la mi-2019 (après + 1,4 % sur l'ensemble de l'année 2018).

Contexte international

La croissance européenne s'essouffle un peu

Les climats des affaires sont globalement en baisse à l'automne 2018, suggérant un ralentissement économique, dans un contexte de tensions commerciales. L'activité des États-Unis résisterait un peu grâce à des dépenses publiques vigoureuses, mais ralentirait tout de même à l'horizon de la prévision (mi-2019). La Chine, comme d'autres pays émergents, présenterait des signes d'essoufflement. Les économies de la zone euro, soumises à des incertitudes persistantes (modalités du Brexit, situation budgétaire italienne, tensions sociales en France), ralentiraient même si les stimuli budgétaires programmés en 2019 soutiendraient la consommation des ménages.

Pour en savoir plus

- Bour R., Pouget J., Rousset C., Tallet F., « Du pouvoir d'achat, dans un contexte de ralentissement européen », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, décembre 2018.
- Chevrot J., Debosque M., Rabadeux D., Trinquier B., « Une perte d'élan qui se confirme », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 22, octobre 2018.

Insee Île-de-France

1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :

Marie-Christine Parent

Rédactrice en chef :

Christèle Rannou-Heim

ISSN 2416-8637

© Insee 2019